

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
21 novembre 2023  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale**  
**Soixante-dix-huitième session**  
Points 69, 73, 83 et 129 de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité**  
**Soixante-dix-huitième année**

**Élimination du racisme, de la discrimination raciale,  
de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée**

**Rapport de la Cour internationale de Justice**

**L'état de droit aux niveaux national et international**

**La responsabilité de protéger et la prévention  
du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage  
ethnique et des crimes contre l'humanité**

**Lettre datée du 21 novembre 2023, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de l'Arménie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration du Ministère arménien des affaires étrangères concernant l'ordonnance rendue le 17 novembre 2023 par la Cour internationale de Justice dans l'affaire relative à l'*Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Arménie c. Azerbaïdjan)* (voir annexe)<sup>1</sup>.

L'ordonnance, qui indique de nouvelles mesures conservatoires destinées à protéger les droits de la population arménienne déplacée du Haut-Karabakh, souligne le risque persistant qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits des personnes d'ascendance arménienne garantis par la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Dans son ordonnance, la Cour réaffirme également les mesures conservatoires indiquées dans ses ordonnances du 7 décembre 2021<sup>2</sup> et du 22 février 2023<sup>3</sup>.

À ce jour, l'Azerbaïdjan n'applique toujours pas les mesures conservatoires indiquées par la Cour et poursuit ses manœuvres consistant à déformer les termes employés par la Cour et à remettre en cause l'ordre juridique international plutôt que de le faire respecter.

<sup>1</sup> <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/180/180-20231117-ord-01-00-fr.pdf>.

<sup>2</sup> <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/180/180-20211207-ORD-01-00-FR.pdf>.

<sup>3</sup> <https://www.icj-cij.org/sites/default/files/case-related/180/180-20230222-ORD-01-00-FR.pdf>.



Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 69, 73, 83 et 133 de l'ordre du jour de sa soixante-dix-huitième session, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Mher **Margaryan**

**Annexe à la lettre datée du 21 novembre 2023 adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration du Ministère arménien des affaires étrangères  
sur l'ordonnance rendue par la Cour internationale de Justice  
le 17 novembre**

Le 18 novembre 2023

Nous saluons l'ordonnance rendue le 17 novembre par la Cour internationale de Justice à la demande de la République d'Arménie dans l'affaire relative à *l'Application de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (Arménie c. Azerbaïdjan)*.

Dans son ordonnance, la Cour observe que, « selon des rapports de l'Organisation des Nations Unies, plus de 100 000 personnes d'origine nationale ou ethnique arménienne se sont vues obligées de quitter leur lieu de résidence et de gagner la frontière arménienne depuis l'opération que l'Azerbaïdjan a déclenchée au Haut-Karabakh le 19 septembre 2023, après laquelle il a repris entièrement le contrôle de ce territoire ». Selon l'ordonnance, l'opération « a eu lieu alors que la population du Haut-Karabakh se trouvait depuis longtemps dans une situation de vulnérabilité et de précarité sociale ». Comme noté dans l'ordonnance de la Cour, « les perturbations durables de la liaison entre le Haut-Karabakh et l'Arménie via le corridor de Latchine ont eu de graves répercussions sur les habitants de la région, empêchant des patients hospitalisés d'origine nationale ou ethnique arménienne d'être transférés vers des établissements médicaux en Arménie pour y recevoir des soins urgents. Ces perturbations faisaient également obstacle à l'importation de produits de première nécessité au Haut-Karabakh, ce qui a provoqué des pénuries de nourriture, de médicaments et d'autres fournitures médicales vitales ».

En conséquence, dans son ordonnance du 17 novembre, la Cour a estimé qu'il existait un risque imminent qu'un préjudice irréparable soit causé aux droits que la population arménienne tient de la Convention.

Dans le dispositif de l'ordonnance, ajoutant aux engagements unilatéraux pris par l'Azerbaïdjan, qui sont « contraignants et créent des obligations juridiques », notamment les engagements à faciliter l'accès du Comité international de la Croix-Rouge ainsi que les inspections effectuées par l'Organisation des Nations Unies, et à protéger et à ne pas endommager ou détruire les monuments, artefacts et sites culturels, la Cour a en outre ordonné à l'Azerbaïdjan de :

1) « i) veiller à ce que toute personne qui aurait quitté le Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 et qui souhaiterait y retourner soit en mesure de le faire en toute sécurité, librement et rapidement ; ii) veiller à ce que toute personne qui serait restée au Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 et qui souhaiterait en partir soit en mesure de le faire en toute sécurité, librement et rapidement ; et iii) veiller à ce que toute personne qui serait restée au Haut-Karabakh après le 19 septembre 2023 ou qui y serait retournée et qui souhaiterait y rester ne fasse pas l'objet de recours à la force ou d'intimidation susceptible de l'inciter à fuir » ;

2) « protéger et préserver les documents et registres liés à l'enregistrement, à l'identité, et à la propriété privée relatifs aux personnes désignées au point 1) et en tenir dûment compte dans sa pratique administrative et législative ».

La Cour a en outre ordonné à l'Azerbaïdjan de « présenter à la Cour un rapport sur les dispositions qu'elle aura prises pour donner effet aux mesures conservatoires

indiquées ainsi qu’aux engagements pris par son agent [...] dans un délai de huit semaines ». L’Arménie aura la possibilité de soumettre à la Cour ses observations à ce sujet.

Parallèlement, la Cour a réaffirmé les mesures conservatoires indiquées dans ses ordonnances du 7 décembre 2021 et du 22 février 2023.

La décision de la Cour revêt une importance considérable. En effet, dans l’histoire de la Cour, aucun autre État ne s’est vu imposer un tel nombre de mesures conservatoires dans le cadre d’une seule et même procédure judiciaire. Cela montre bien qu’en raison du comportement adopté par l’Azerbaïdjan, il existe un risque persistant qu’un préjudice irréparable soit causé aux droits des personnes d’ascendance arménienne garantis par la Convention.

Cette ordonnance de la Cour, comme les précédentes, crée des obligations juridiquement contraignantes ancrées dans le droit international.

---